

**Discours
de Son Excellence Monsieur Denis
SASSOU-N'GUESSO, Président de la
République du Congo à la Conférence
des Nations Unies sur les changements
climatiques**

Copenhague, 16-18 décembre 2009

- Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- Monsieur le Président de Conférence,
- Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques,
- Distingués invités,
- Mesdames et Messieurs.

Le changement climatique est, de toutes les menaces qui planent sur l'humanité et sur la Terre, la plus perceptible et la plus évidente. C'est une certitude : le réchauffement climatique soutenu, provoquera des catastrophes et des désastres à l'immensité et à l'importance insoupçonnées.

Le danger du changement climatique est réel. Il ne se situe pas dans un horizon lointain. Il est là, sur nous, autour de nous, chaque jour plus présent et plus pesant.

Nous savons donc, pour en avoir pris conscience collectivement, où nous en sommes. Nous connaissons le péril qui nous attend. Ce serait donc le comble de l'irresponsabilité si nous devons rester là, sans réaction, sans décision, à regarder la Terre et notre humanité courir à leur perte.

Malgré les engagements que nous avons pris, à travers l'Agenda 21 lors du sommet de la Terre à Rio en 1992, et à travers le protocole de Kyoto qui fixait, en 1997, des objectifs chiffrés relatifs à la réduction des émissions globales des gaz à effet de serre, ces émissions, loin d'avoir diminué, ont largement augmenté avec les conséquences dont nous ne connaissons pour l'instant que les prémices : sécheresses, inondations, ouragans, fonte de glace de plus en plus rapide, canicules, etc.

Comble d'injustice, les plus atteints sont les plus vulnérables. Les vagues de chaleur, les vents violents, les pluies diluviennes s'abattent en priorité sur les plus pauvres.

Les conséquences en sont d'autant plus désastreuses que les préventions, face aux catastrophes naturelles, n'existent quasiment pas dans les pays qui avaient jusqu'ici comme priorité absolue de tenter de nourrir leurs populations.

Mesdames et Messieurs,

Il va désormais nous falloir penser autrement, pauvres ou riches, mais il va surtout nous falloir penser ensemble, à travers une prise de conscience à l'échelle planétaire, un changement de mentalité et une manière différente de vivre, de se nourrir, de travailler, de produire, de consommer, de chercher le bonheur et le sens de la vie.

Il n'y a plus les pauvres d'un côté et les riches de l'autre, mais une humanité au pied du mur !

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, maintenant en quelques mots, parler de nos forêts. Les forêts du Bassin du Congo. Des forêts qui nous rappellent, chaque jour, que c'est grâce à elles que nous respirons tous ! C'est donc notre responsabilité commune de chercher les meilleurs moyens de les préserver.

C'est d'ailleurs dans cette optique qu'a été lancé le 2 septembre 2002 à Johannesburg, en marge du Sommet Mondial du Développement Durable, le Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo.

Cette coalition mondiale a permis aux gouvernements d'Afrique Centrale, aux donateurs et bailleurs de fonds, aux ONG et associations, d'adopter en 2005 à Brazzaville, un Plan de Convergence, et de signer le Traité sur la conservation et la gestion durable des forêts et instituant la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC).

Depuis lors, 12 millions d'hectares de forêts ont été aménagés et 4,7 millions d'hectares certifiés, assurant au Bassin du Congo une reconnaissance internationale de la qualité de gestion d'une partie de plus en plus grande de sa forêt.

En tant que second poumon écologique du monde, les forêts du Bassin du Congo jouent un rôle primordial dans la régulation du climat global et contribuent à l'accroissement du stock de carbone forestier.

Aussi, avons-nous salué l'initiative qui consolide le consensus actuel sur la Réduction des Emissions de gaz à Effet de serre résultant de la Déforestation et de la Dégradation des terres (REDD), décidé à la Conférence des Parties de Bali.

Mesdames et Messieurs,

En me félicitant à New York du soutien de la Banque Mondiale et des Nations Unies au REDD, je sollicitais par la même occasion que l'adoption du nouvel Accord sur le climat puisse être accompagnée de mécanismes financiers incitatifs et souples.

Ces mécanismes doivent garantir des ressources suffisantes, prévisibles et pérennes en vue d'atteindre les objectifs essentiels que nous visons, à savoir :

- l'appui aux politiques de réduction de la pauvreté ;
- la conservation de la biodiversité ;
- et la sécurisation des services environnementaux.

A ce titre, il est plus qu'urgent que nous décidions, ici à Copenhague, de la mise en place d'un mécanisme financier intérimaire pour soutenir les deux premières phases du REDD et les efforts en cours dans les pays d'Afrique Centrale, en complément au Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo. Les actions sont connues, les responsabilités aussi.

Mesdames et Messieurs,

La crise des changements climatiques, si elle représente un désastre et des fléaux, elle peut aussi constituer notre chance et notre assurance pour l'avenir. A condition, bien sûr, que nous fassions aujourd'hui les bons choix !

Les choix qui conjugueront le respect de la Nature et le respect de l'Homme sans volonté hégémonique.

Les choix d'un véritable partenariat technologique où il ne sera plus question de pillage des ressources, mais d'une exploitation rationnelle et d'une transformation sur place des produits locaux.

Les choix qui vont permettre, grâce au développement d'une agriculture vivrière et biologique, d'éradiquer la faim dans le monde.

Le pari que nous devons prendre sur l'avenir, aujourd'hui, ici à Copenhague, Mesdames et Messieurs, est le pari sur l'émergence toute prochaine d'un nouveau monde.

Un nouveau monde qui préservera les écosystèmes avec ferveur.

Un nouveau monde qui nous proposera une nouvelle donne et une nouvelle voie : la voie d'une économie plus durable mais aussi plus juste, avec des mesures très concrètes qui devraient commencer à s'appliquer dès à présent.

Nous devons partir de Copenhague non pas avec de vagues promesses, mais avec de vraies décisions, de vrais engagements.

Notre destin commun en dépend.

Je vous remercie.